PARIS (MPE-Média) – Lors de ma dernière rencontre avec Feu Christophe de Margerie, alors PDG de Total, il me disait sa certitude que l'énergie mise à la portée de tous d'une façon éthique était un objectif essentiel qui était le sien et celui de son Groupe. M. de Margerie ne mettait pas le pétrole ou le nucléaire en compétition avec les ENR. Il pensait global.

À lire les réactions accompagnant dans la presse et les réseaux sociaux la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, à la fois vives et même émouvantes – le cœur de Fessenheim commence à cesser de battre, dit un twitos photo à la clé – je prends conscience de la gravité de la décision prise par le gouvernement de François Hollande – merci Ségolène Royal, quel couple infernal – en décidant d'accorder aux écologistes une fermeture progressive mais bien réelle des moyens français de production d'énergie les plus décarbonnés. Et aussi les moins chers dans la durée.



La centrale de Fessenheim (Ph SD EDF)

J'ai le sentiment que nous assistons à l'abandon de ce qui a fait la légitimité et la force de notre pays dans le secteur de l'énergie depuis les premières expériences et les premières ouvertures de centrales à Chinon (1957, plus de 6% de l'électricité française en 2017, plus de 2 500 salariés) et Brennilis (1962-1985, centrale expérimentale du CEA et d'EDF). Pour avoir vécu les affrontements autour du projet Superphénix à Creys-Malville, entendu les propos disqualifiants de scientifiques alors opposés à ce projet, constaté l'abandon du temps de Lionel Jospin du principe de la surrégénération pourtant prometteur pour trouver une solution à la question du recyclage des déchets nucléaires, que le projet ASTRID promettait encore jusqu'en septembre dernier de voir exister un jour, j'ai là aussi le sentiment d'un énorme gachis.

Par chance, ASTRID n'est pas encore totalement abandonné, malgré le moratoire décidé par le gouvernement d'Edouard Philippe en septembre 2019 jusqu'en 2050, car plus de 160 chercheurs du Commissariat à l'énergie atomique travaillent toujours sur ce réacteur à neutrons rapides capable de recycler les déchets nucléaires stockés à La Hague et à Tricastin, l'équivalent de milliers d'années de réponse à la demande européenne d'énergie.

Le refus du thorium, aussi

Voici deux ans, l'ancien cadre du CERN de Genève Claude Gelès m'a expliqué en détail comment la France de Jacques Chirac avait aussi écarté dans lers années quatre-vingt-dix un projet de filière nucléaire au thorium pourtant garanti d'une réussite à la fois scientifique et économique, la France disposant d'importantes réserves de cette matière, parce que les ingénieurs de la filière « à l'uranium » disaient ne pas en vouloir. Sic.



MPE MEDIA
Au cœur des Matières Premières

IMPROVE YOUR FRENCH AND YOUR
MARKETS, FIGHT AGAINST CLIMATE
& BECOME A RAW MATERIAL & ENE
WITH MPE-MEDIA YEARLY NEWS & E
WIN CY SPECIAL MEMBERSHIP

www.mpe-media.com